



| Manifestation en France contre le droit du travail du gouvernement du président Emmanuel Macron. Septembre 2017 à Paris.

DÉFENDRE LE PROGRESSISME: COMBATTRE POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE *par Patrick Diamond*

Le président français, Emmanuel Macron, affirme incarner le progressisme moderne, par opposition au «nationalisme». La faille profonde de son approche est qu'elle ne s'accompagne pas d'une analyse rigoureuse du capitalisme et qu'elle ne tient pas clairement compte de l'importance que conservent les États-nations. Un nouveau concept de progressisme doit s'imposer en Europe non seulement pour la liberté et l'internationalisme qui font le credo de M. Macron, mais aussi dans un véritable effort visant à limiter les excès des marchés débridés, en faveur d'une société plus égalitaire.

Depuis qu'il a été élu président de la France, Emmanuel Macron se réclame encore et encore du « progressisme ». Il se positionne comme un dirigeant croyant aux grandes causes progressistes de notre époque, à savoir une Europe forte, les droits de l'Homme et les libertés individuelles. Dans le même temps, le projet national de M. Macron suppose le rejet du clivage gauche/droite qui caractérise depuis longtemps la politique française. Il a quitté les rangs du Parti socialiste pour se présenter comme candidat, alors qu'il avait été ministre au sein d'un gouvernement socialiste. Il estime que les difficultés rencontrées par son pays ne peuvent être traitées de manière adéquate au travers des discours et des revendications traditionnels de la gauche. Ses conseillers s'emploient activement à définir un nouveau concept de progressisme pour le XXI^e siècle.

Ce n'est un secret pour personne que les partis de centre gauche sont confrontés à de graves problèmes depuis une dizaine d'années, même si certains ont obtenu de meilleurs résultats aux élections récemment dans des pays tels que le Portugal, l'Espagne, la Finlande ou le Danemark. Il est clair qu'indépendamment des circonstances nationales, une transformation structurelle est en cours et met à mal la base électorale de la social-démocratie. Certains s'interrogent sur la viabilité à long terme du projet européen de centre gauche.

Il y a vingt ans, la gauche était en pleine ascension en Europe. Les sociaux-démocrates étaient au pouvoir dans treize des quinze États qui formaient alors l'UE. Leurs idées définissaient les termes du débat. Ce n'est plus tellement le cas aujourd'hui. Il s'agit d'une conséquence de l'adversité économique. Certaines économies européennes connaissent peut-être un regain d'activité caractérisé par une croissance stable et une élévation du niveau de vie, mais la grande récession a transformé l'économie politique de l'Europe occidentale. Les dépressions économiques ont bien plus profité à la droite qu'à la gauche.

Pour ce qui est de l'État-nation, l'ensemble des partis progressistes sont confrontés au

même dilemme stratégique: ils sont déchirés entre, d'une part, une vision du monde qui met l'accent sur la gouvernance multi-niveaux et l'internationalisme, et, d'autre part, l'attrait magnétique qu'exercent sur l'électorat les concepts de nation, d'identité et d'appartenance nationale. À l'ère de la mondialisation, la souveraineté doit vraisemblablement être mutualisée pour relever les défis collectifs – changement climatique, échanges commerciaux, criminalité internationale, terrorisme –, ce qui explique notamment pourquoi la gauche défend l'UE. Mais les sociaux-démocrates doivent également tenir compte des électeurs qui s'inquiètent de l'érosion des frontières de l'État-nation, ainsi que du cosmopolitisme et de la diversité qui en découlent. Il faut remettre l'accent sur l'attachement aux valeurs communautaires, de sorte à donner du sens à la vie des citoyens dans un monde caractérisé par l'insécurité et de grands bouleversements.

“

À l'ère de la mondialisation, la souveraineté doit vraisemblablement être mutualisée pour relever les défis collectifs.

”

Tous les partis de centre gauche sont confrontés à un problème récurrent: leur coalition politique se fracture. La réponse de M. Macron est de miser sur l'internationalisme libéral tout en introduisant des réformes qui pourront, selon lui, accélérer la croissance. La social-démocratie de l'après-guerre s'est bâtie sur une croissance soutenue – l'« âge d'or » de l'expansion capitaliste des années 1940 à 1970 a créé les conditions nécessaires pour une augmentation des dépenses publiques et la redistribution des richesses. Mais les taux de croissance à travers l'Europe sont passés de 6% dans les années 1960 à moins de 3% depuis les années 1990. En raison de cette perte de croissance,

les électeurs à revenu intermédiaire sont plus réticents à l'égard du concept de redistribution. Une croissance plus forte ne permettra pas à elle seule de surmonter le clivage politique.

Les progressistes doivent voir plus loin que les réformes économiques et la libéralisation, que prône M. Macron. Ils doivent forger un nouveau modèle économique qui s'attaque à la concentration du pouvoir aux mains des entreprises et du marché, de sorte que l'économie soit régie dans l'intérêt du public. Une telle approche nécessite une supervision adéquate des entreprises de service public et une économie qui permet l'intéressement de plus de travailleurs, la démocratisation de l'accès à la propriété et la redistribution des actifs productifs. Si Thomas Piketty a raison de penser que le rendement du capital dépasse toujours le taux de croissance, le capitalisme doit être réformé de sorte que les salariés profitent pleinement du système économique.

Un nouveau concept de progressisme doit s'imposer en Europe non seulement pour la liberté et l'internationalisme qui font le credo de M. Macron, mais aussi dans un véritable effort visant à limiter les excès des marchés débridés, en faveur d'une société plus égalitaire.



> AUTEUR

Patrick Diamond est professeur agrégé de politique publique à la Queen Mary University of London et il préside le groupe de réflexion Policy Network. Il a, par le passé, dirigé le département de la planification politique au sein du cabinet du Premier ministre britannique.